

Le scénario de 2017 n'est pas écrit

Trois événements pourraient se conjuguer pour contribuer à changer la donne en 2017 :

1 – La lutte pour le retrait du projet de loi El Khomri et le mouvement « Nuit debout ». Ils rendent possible l'essor d'un grand mouvement de jonction des jeunes avec les salariés et leurs organisations contre le chômage et la précarité, pour une sécurisation de l'emploi, de la formation et des parcours de vie de chacun-e.

2 – Le scandale des « Panama papers » qui relance avec force l'exaspération face au comportement des banques et des puissances d'argent.

3 – L'initiative que nous avons prise de nous inscrire, avec nos propositions novatrices, dans un processus de construction citoyenne d'une candidature commune de gauche anti social-libérale.

La conjonction de ces trois événements pourraient faire se remobiliser ces nombreux électeurs socialistes, trahis par le social-libéralisme, qui voudraient pouvoir allier progrès technique et progrès social, valeurs de gauche, sensibilité écologique et choix économiques.

Il est loisible de penser que, dans leur immense majorité, ils ne voteront pas J.L.Mélenchon en 2017, malgré ce qu'indiquent, pour l'heure, des sondages qui ne peuvent, et pour cause, prendre en compte l'existence d'une candidature commune de gauche anti social-libérale.

Le « réalisme » de ces électeurs au plan économique les pousse traditionnellement à la conciliation avec le MEDEF et les dogmes libéraux. Mais cette conciliation, caricaturalement encouragée par Hollande et Valls, violente désormais si brutalement leurs valeurs de gauche, quand ce n'est pas leur situation ou celle de leurs proches, qu'ils sont disponibles pour la réinterroger fondamentalement. C'est dire si leur mobilité électorale vers un rassemblement transformateur à gauche ne saurait être acquise par la seule protestation et, pire, par la démagogie.

Cette conjonction possible inquiète les sociaux-libéraux dont la politique, au service de la domination du marché financier, est si rejetée.

S'annonce, en effet, une nouvelle crise confirmant que les tentatives de réponse à celle de 2007-2008, ardemment promues par Sarkozy, puis par Hollande, mènent dans une impasse noire. Avec le numérique, si économe en travail, les potentiels de destruction d'emplois, dans cette nouvelle crise, sont si considérables qu'il faut au

MEDEF et aux capitaux financiers s'assurer d'une construction politique durable capable de faire largement se résigner à la destruction du modèle social et du statut de l'emploi salarié, alors qu'il faudrait les promouvoir.

C'est pour cela que les sociaux-libéraux veulent transformer le PS en parti démocrate à l'américaine et rêvent d'union sacrée.

Mais voilà que se développe un mouvement susceptible, s'il grandit, de chercher une alternative à la logique capitaliste de remplacement, par des machines de plus en plus évoluées, des humains au travail, pour les jeter et les maintenir dans le chômage et la précarité.

Ce mouvement porte en germe une contestation de la domination des marchés qui, pour pouvoir devenir radicale et opérationnelle, exige une révolution des pouvoirs et de l'utilisation de l'argent.

Ce mouvement ne veut pas être instrumentalisé par des politiciens dépourvus d'idées neuves ou par des illusionnistes qui n'ont que de la protestation verbale à vendre et aucun projet crédible susceptible de répondre en pratique à ce qu'il cherche. Et il a absolument raison !

Cependant, il a besoin d'un débouché politique. C'est précisément pour cela qu'il faut l'aider à comprendre combien lui seraient utiles les apports originaux du PCF, de ses militant(e)s et de ses élu(e)s et l'initiative politique qu'ils soutiennent pour un nouveau type de « primaire-votation citoyenne » à gauche, à partir d'un mandat populaire forgé dans le débat et l'action.

Cette initiative politique est la seule à même de pouvoir faire échec à la tentative, chère aux sociaux-libéraux, de fragmentation de la gauche en deux blocs irréconciliables. Celle-ci permettrait une victoire Droite/FN d'autant plus massive, durable et socialement destructrice qu'elle favoriserait, ensuite, la transformation du PS en un parti démocrate à l'américaine qui garderait, cependant, la fidélité résignée d'une masse critique de ses électeurs de gauche, au nom d'un « moindre mal ».

La démarche empreinte de césarisme de J.L.Mélenchon, prétendant traiter directement avec « le peuple » par dessus les partis, après avoir décrété, de façon quelque peu putschiste, la fin du Front de gauche rend un service insigne à Hollande et Valls. Elle contribue à disperser l'électorat de gauche anti social-libéral cherchant à en séduire une partie avec un discours protestataire et franco-centrique qui a déjà fait la preuve de son incapacité à faire refluer le FN.

Cela rend possible un scénario noir : à mesure que l'on s'approcherait du premier tour de l'élection présidentielle, cet éparpillement donnerait à voir, via les sondages, le risque grandissant que seuls la droite et le FN resteraient en lice au second tour...de quoi faire voter, la mort dans l'âme, une partie conséquente de l'électorat de gauche

anti-austérité pour Hollande ou l'un de ses clones dès le premier tour.

A ce propos, je suis étonné que le texte alternatif N°1 affirme que notre initiative viserait à relancer « *la gauche plurielle* ». Je trouve très injuste la conviction qu'il affiche d'une responsabilité, également partagée entre nous et J.L.Mélenchon, dans les difficultés du Front de gauche. J'ai tendance à penser que seul un manque d'unanimité au sein des signataires a fait qu'il ne se prononce pas clairement pour la candidature de J.L.Mélenchon en 2017 alors qu'il proclame que ce dernier « *continue d'identifier le Front de gauche pour des millions de femmes et d'hommes* ». Enfin, je constate qu'il persiste à vouloir faire du Front de gauche un parti politique, alors que ce projet, qui pourrait conduire à une dilution-dissolution du PCF, a été clairement rejeté par les communistes.

Le mot de « primaire » a pu empêcher de comprendre la portée de l'initiative engagée par la direction nationale de notre parti. Mais qu'on l'appelle « primaire citoyenne », « votation citoyenne » ou, de façon plus sibylline, « processus collectif » n'est pas le plus important. L'essentiel tient, en fait, dans le choix entre deux options aujourd'hui sur la table :

- Soit on s'autoproclame candidat en se prétendant directement en prise sur « le peuple » et on mène une campagne en solo sur des idées qui n'engagent que son auteur . C'est le choix de J.L.Mélenchon.

- Soit on cherche à faire entrer le maximum d'électeurs de gauche en rupture avec le social-libéralisme dans un processus de construction d'une candidature commune dont la mandat populaire aura été co-élaboré, à partir des propositions de chacun-e, dans les débats et les luttes. C'est le choix de la base commune.

Il faut absolument réussir toutes les initiatives proposées par la résolution adoptée à une très forte majorité le 15 avril par le Conseil national. Il s'agit en effet, tout de suite, de commencer à reconstruire la gauche de façon qu'elle soit moins étatiste, toujours attentive aux luttes en toutes circonstances, émancipée des dogmes libéraux, cherchant à conjuguer réalisme et radicalité de transformation, à articuler objectifs sociaux, moyens financiers et pouvoirs, à décliner ensemble économie, social et politique, à ambitionner tout à la fois redressement et rayonnement de la France, refondation de l'Europe et visée d'un autre monde.

C'est pour aider à tout cela qu'une candidature communiste, portant nos propositions novatrices, me paraît effectivement indispensable pour la future « primaire-votation citoyenne » que nous ambitionnons et, à fortiori, si celle-ci n'arrive pas à se tenir.